

Le dîner de la société d'économie politique fait du bruit. On lui donne des proportions et une portée auxquelles on s'attendait guère. On ne parle que de cela aux Etats-Unis comme au Canada; on dit et on répète que c'est le commencement d'un mouvement en faveur de l'indépendance et même de l'annexion. On fait coïncider la formation de la nouvelle société avec une visite qui aurait été faite à Washington par un Canadien important, dans le but de sonder l'opinion des hommes d'Etat Américains relativement à l'indépendance du Canada, et on se livre à mille conjectures.

Le *Globe*, mal inspiré, dit-on, par quelqu'un de Montréal, a fait une charge à fond de train contre la nouvelle société qu'il accuse d'entretenir des sentiments annexionnistes. Parlant à tort et à travers, il dit que c'est le parti tory de Montréal qui, aujourd'hui comme à d'autres époques de dépression commerciale, arbore le drapeau de l'annexion. Or, il est bien connu que la majorité des membres de cette société appartient au parti libéral et que leur seul but est de discuter sans parti pris toutes les questions d'intérêt public.

On dirait, à entendre le *Globe*, qu'il n'est pas permis de rien faire et dire sans son autorisation, d'avoir d'autres idées que les siennes et même de choisir sans le consulter des sujets de discussion. La Société ne sera pas de cet avis-là, sans doute, et elle rendra service au *Globe* en lui fournissant des sujets de discussion moins ennuyeux que ses éternelles jérémiades sur la protection et le libre-échange.

Chose étonnante! C'est le *Globe*, le grand organe du parti libéral, qui crie au scandale et se voile la figure, parce que des hommes des deux partis, plus clairvoyants que lui, se proposent de discuter des questions d'un caractère très-libéral! Le *Globe* veut rester à cheval sur le libre-échange; impossible de lui faire lâcher son dada favori; il croit que c'est avec cette vieille rosse qu'il va revenir au pouvoir. Eh bien, qu'il chevauche tant qu'il voudra sur la pauvre Rossinante, mais qu'il permette au moins aux autres d'aller un peu plus vite et de voir plus loin.

* *

Le *Herald*, de New-York, du 31 décembre, contenait trois grandes colonnes d'informations relatives à la question intéressante de l'indépendance du Canada. Les rédacteurs de cet important journal, et M. Bennett lui-même, se sont mis en communication avec plusieurs personnes du Canada, et ont publié tout ce qu'ils ont appris. Ils n'ont pas manqué surtout de voir et de faire parler tous les Canadiens marquants qui ont passé à New-York depuis quelques jours. Après Sir Francis Hincks et M. McMaster, est venu le tour de M. Ross, ex-procureur-général dans le cabinet Joly, qui a répondu longuement et franchement à l'interrogatoire qu'on lui a fait subir.

M. Ross a admis que la situation déplorable de la province de Québec et le mauvais état des affaires en général, préoccupaient tous les esprits sérieux et les portaient à croire que des changements politiques importants seraient bientôt nécessaires. Il dit que l'union législative pourrait être considérée avant longtemps comme le seul moyen de remédier aux embarras financiers des provinces, et que cette question ferait surgir celle de l'annexion. Il expose ensuite longuement les raisons pour lesquelles on commençait à se convaincre au Canada que notre état colonial était un obstacle sérieux à notre progrès industriel et commercial, en nous empêchant de faire avec les autres nations les traités de commerce qui nous ouvriraient les marchés dont nous avons absolument besoin. Il donna comme exemple ce qui vient de se passer à Québec au sujet du fameux contrat de chaussures, qu'on dit avoir été fait par le gouvernement français avec M. James Ross. M. Ross avait tout ce qu'il fallait pour exécuter ce contrat, et, cependant, vu l'absence complète de réciprocité entre la France et le Canada, il a été obligé de renoncer à une entreprise qui aurait fait tant de bien à Québec.

Quelque soit le résultat définitif de la société d'économie politique, elle aura eu toujours le bon effet de faire parler de nous, et de prouver qu'il y a au Canada des personnes qui ont encore assez de vie et de courage pour s'occuper de l'avenir de leur pays.

L.-O. DAVID.

NOTRE REVENU

Les sources de notre revenu actuel ne sont pas nombreuses. Elles ne sont guère fécondes non plus, et le champ quelles offrent aux opérations financières est très-restreint. Le revenu proprement provincial ne s'élève pas à plus d'un million. Le reste du budget est formé par le subside fédéral, qui constitue près de la moitié de nos ressources et le plus clair de notre recette générale. Cet item principal mentionné, l'énumération est courte et peu brillante. Le chapitre des terres publiques, celui des licences et celui des timbres, font seuls quelque figure; le reste n'est que du menu détail. Les terres produisent en moyenne \$400,000 ou 500,000, les licences \$200,000, les timbres \$150,000.

C'est avec ces chiffres qu'il faut balancer les deux budgets et défrayer les dépenses des différentes branches du service public, de la législation, qui coûte près de \$200,000 chaque année, du service civil, \$150,000 de l'administration de la justice; \$500,000 de l'éducation; \$300,000 de l'agriculture, de la colonisation et de l'immigration; \$250,000 des travaux publics (ordinaires); \$150,000, sans compter les œuvres de charité et les menus frais.

Il y aurait équilibre, cependant, n'était le service de la dette qui est venu s'ajouter aux autres, sans recevoir de contre-poids du côté des recettes, qui est le vrai surcroît, la véritable entrave qui dérange toute la machine.

Les fonctions du trésorier provincial, sous notre système administratif, ne sont ni bien difficiles ni bien compliquées, en temps ordinaire. Ce n'est guère qu'une affaire de comptabilité. Il s'agit de balancer un gain assuré d'avance, arrivant à époque fixe, et une perte presque toujours proportionnée, restreinte dans de justes limites. C'est à cela que se réduit la besogne du trésorier de la province d'Ontario, laquelle n'a pas de dettes et vit tranquillement de son revenu, et à cela que se bornait le travail de notre trésorier avant l'exécution des grandes entreprises qui sont venues troubler le fonctionnement de notre organisation financière en grevant notre budget et en nous poussant hors des voies ordinaires, en nous créant une dette et en surchargeant nos finances du service de cette dette.

Mais ces fonctions, assez simples dans les conditions d'existence prévues à l'origine du régime actuel, deviennent embarrassantes dès que l'on s'écarte des routes tracées, que l'on se voit en présence de besoins inattendus sans pouvoir trouver en même temps des ressources nouvelles pour contrebalancer le surcroît des obligations qu'il faut encourir. La position devenant alors anormale, les complications surgissent, les crises se déclarent, l'administration des finances, d'aisée qu'elle était devient difficile et absorbe bientôt les forces vives de l'Etat même.

La province de Québec en est arrivée à ce point critique. Elle a vu ses charges augmenter pendant que ses moyens restaient les mêmes, et depuis trois ou quatre ans qu'elle est dans cet état, ses gouvernants ont vainement cherché à rétablir l'équilibre. Les uns ont proposé comme remède le retranchement, l'économie, les autres ont suggéré l'augmentation des taxes. Notre politique tout entière a roulé sur ce thème, et la question financière, jadis reléguée à l'arrière-plan, occupe aujourd'hui le premier rang, les autres s'effacent devant cette question vitale, et ce n'est pas trop du concours de tout le cabinet pour faire face à la situation que le trésorier suffit sans peine à

contrôler seul aux époques de calme et de tranquillité.

Comment sortir de la position fautive où nous nous trouvons? Quels sont les moyens à la disposition du trésorier et du gouvernement?

On parle de vendre le chemin de fer du Nord, qui est la cause première de nos difficultés, et dont le produit, en éteignant nos obligations pour moitié, et en diminuant d'autant le service de la dette, serait probablement suffisant pour remettre nos finances dans leur état normal, mais le peuple verrait avec peine le gouvernement se dessaisir de cette propriété, qui a une si grande importance en vue de l'avenir, pour satisfaire aux besoins du jour. Ne vaudrait-il pas mieux garder le chemin, quitte même à effleurer la taxe directe? En tous cas, le moyen terme dont il est question depuis peu, d'un subside spécial, comme indemnité à la province, serait certainement préférable. Ce subside aurait quant à l'amortissement de la dette, le même effet, pour partie, que la vente en bloc et l'exploitation du chemin comblerait largement la différence.

Le retranchement n'est plus en question. Il a été poussé à ses dernières limites, et il est admis que la province ne saurait être administrée plus économiquement.

Il reste la taxe, ce remède nécessaire nécessaire que le gouvernement devra appliquer si la vente du chemin de fer ou l'indemnité fédérale ne suffisait pas. Il peut élever les impôts existants, dans la branche des licences, dans celle des timbres, etc. Et s'il faut sortir de la sphère actuelle, il peut aborder la taxe directe pour laquelle on ferait bien, à tout événement, de commencer dès à présent à préparer l'esprit populaire, en vue des éventualités de l'avenir.

A. GÉLINAS.

RÉCOMPENSES INTERNATIONALES

Le département de l'Instruction Publique de la province de Québec vient de recevoir de France les récompenses que lui a décernées le jury de l'Exposition internationale de Paris. Elles consistent en trois diplômes de médailles d'or et deux diplômes de médailles d'argent. La première de ces distinctions, qui est en même temps la plus haute récompense que pouvait donner le jury, a été accordée à la province de Québec, pour l'éducation de l'enfant et pour l'enseignement primaire. Ce résultat éblouissant, obtenu au milieu d'un concours universel, est bien propre à nous rendre fier de notre système scolaire, et demeure tout à fait à l'honneur de ceux qui se donnent ici l'humble et grande mission d'enseigner la jeunesse. C'est une réponse péremptoire à tous ces journaux hostiles, à ces voyageurs atteints de myopie, à ces écrivains fanatiques qui ne cessent de déplorer notre ignorance, et proclament sur tous les tons le peu d'élégance du *patois* canadien-français. Au milieu de dangers qui ne cessent d'entourer notre race, il est consolant de songer que ceux qui nous remplaceront se préparent par l'étude et par l'instruction à remplir à leur tour le rôle providentiel joué par leurs pères dans l'Amérique du Nord.

Le département de l'Instruction Publique de notre province a mérité aussi un second et troisième diplôme de médaille d'or pour l'organisation et le matériel de notre enseignement secondaire, ainsi que pour la manière dont sont imprimés et distribués nos livres d'école. De plus, deux diplômes de médailles d'argent ont été décernés au même département pour l'imprimerie, la librairie et le matériel de l'enseignement supérieur.

À côté de ces distinctions honorifiques qui s'adressent à toute la province de Québec, le gouvernement français n'a pas oublié ceux de nos compatriotes qui se sont particulièrement distingués au service de l'Instruction publique. Notre confrère, M. A.-N. Montpetit, a reçu un diplôme et une médaille d'argent pour une série de livres de lecture canadiens qui, depuis sa mise en circulation, ne cesse de donner les

meilleurs résultats. M. Henri La Rochelle a reçu la même récompense pour son nécessaire géographique, et des mentions honorables ont été accordées à la maison Rolland et fils, de Montréal, pour ses livres d'enseignement primaire, et à M. Charles Baillargé, pour son tableau de stéréométrie. Les instituteurs des jeunes aveugles, des sourdes-muettes et des sourds-muets, ont obtenu des médailles de bronze, et l'honorable M. Chauveau un diplôme de médaille d'or pour son livre sur l'Instruction publique—cette étude consciencieuse qui résume à elle seule l'histoire de l'éducation en ce pays, et qui est signée par un homme qui a voué sa vie avec cette noble cause.

La presse canadienne-française ne saurait laisser passer inaperçue le triomphe que vient de remporter à Paris l'Instruction Publique de notre province. Ce résultat inespéré est dû à la direction éclairée de l'hon. surintendant, M. Ouimet, aux efforts de M. Archambault, de l'Ecole Polytechnique de Montréal, aux officiers du département et aux instituteurs de nos écoles primaires. Tous ont eu à cœur de mettre en pratique cette vérité. Tant que nos paysans, nos artisans, nos ouvriers sauront lire, écrire, compter, et que se développera chez eux par des procédés nationaux l'Instruction pratique qui fait la force des populations laborieuses, ils n'auront pas à craindre les dangers de l'assimilation étrangère. Le Canada français restera autonome. L'Instruction primaire telle qu'elle est dirigée maintenant, est le principe nutritif de sa sève. Il y a là une force supérieure même aux institutions politiques qui peut défier tous les efforts de nos adversaires.

FAUCHER DE SAINT-MAURICE.

AVIS À NOS ABONNÉS

Vu la bonne volonté que nous remarquons chez nos abonnés, nous avons jugé à propos de prolonger d'un mois le délai accordé à ceux qui nous doivent des arrérages. Ainsi, nous donnerons la prime et nous ne demanderons que \$3 par année à ceux qui nous paieront ce qu'ils doivent dans le mois de janvier.

LES FEMMES

Le faible presque général des femmes est pour l'homme d'une figure éclatante: la raison des femmes se laisse gouverner par les yeux.

* *

Le suffrage général des hommes, en faveur d'une belle femme, lui attire infailliblement la haine de toutes les autres femmes; mais les hommages flatteurs des uns la consolent aisément de l'aversion marquée des autres.

* *

Un homme qui veut raisonner avec une femme, particulièrement sur certains points où la nature a plus de part que la raison, doit s'attendre à la suivre par mille détours, et à se trouver rejeté bien loin du terme, lorsqu'il croit y toucher: il faut qu'il se contente à la fin de revenir prendre haleine dans le lieu où il est parti, tandis qu'elle voltige alentour et qu'elle est prête à lui faire recommencer une nouvelle course.

* *

Une femme une fois subjuguée l'est pour toujours.

* *

Les femmes ne conviennent jamais de rien à leur préjudice, lorsque notre sexe y est intéressé; et pourquoi? Parce qu'en censurant la tromperie dans une autre femme, elles condamneraient leur propre cœur.

* *

Le frivole amusement du jeu, de la pature, des visites et des spectacles, borne les idées de la plupart des femmes, surtout de celles qui se croient les plus propres à briller.

AVIS SPECIAL

A tous ceux qui souffrent des erreurs et des indiscretions de la jeunesse, de la faiblesse nerveuse, de décrépitude et de perte de vitalité, j'enverrai, gratis, une recette qui les guérira. Ce grand remède a été découvert par un missionnaire dans l'Amérique du Sud. Envoyez votre adresse au RAY. JOSEPH T. INMAN, Station D, New-York.